

Monsieur le premier Ministre
10 Downing Street, London, SW1A 2AA, UK

Monsieur le Premier Ministre,

Nous, les Bushmen de la Réserve naturelle du Kalahari Central, avons beaucoup souffert ces dernières années du fait que notre gouvernement nous a expulsés de force de nos terres ancestrales et nous a empêché d'y pratiquer la chasse et la cueillette.

Nous sommes ici à Londres pour vous remettre cette lettre parce que nous sommes tristes et indignés du soutien que le gouvernement britannique apporte au Botswana dans cette affaire. Hilary Benn, le Secrétaire d'Etat au développement international a ainsi déclaré : « Ceux qui ont été déplacés avaient donné leur accord au gouvernement botswanais ». D'autres hauts fonctionnaires comme Chris Mullin, ministre chargé des Affaires africaines, et Lord Triesman, sous-secrétaire d'Etat, chargé de l'Afrique, ont tenu des propos similaires.

Durant ces cinq dernières années, des députés des principaux partis britanniques se sont rendus au Botswana sur invitation de notre gouvernement et ont visité les camps de relocalisation où nous avons été déportés contre notre gré. Le dernier voyage date d'avril dernier. Comme ils ont été bien traités par le gouvernement botswanais, plusieurs d'entre eux lui ont manifesté leur soutien dans les médias pour ce qu'il avait fait pour nous (bien que quelques-uns nous aient soutenus).

Lors de ces voyages, les membres du Parlement n'ont pas daigné rencontrer notre peuple et écouter ce que nous avons à dire. Ils n'ont pas fait l'effort de considérer notre souffrance qu'ils auraient pu percevoir très facilement s'ils avaient voyagé en toute indépendance. En fait, bon nombre de journalistes sont venus nous voir de tous les coins de la planète et ils ont presque tous rapporté que le gouvernement avait mal agi à notre égard.

Peut-être avez-vous appris qu'en décembre dernier, la Haute Cour du Botswana a reconnu que nous avons été injustement expulsés de force et sans notre consentement de nos terres en 2002.

Le juge Dow a dit que le gouvernement botswanais devrait se demander « si le prix de la disparition d'un peuple et de sa culture n'était pas trop élevé au regard de ce qu'il a à lui offrir dans ces camps de relocalisation ». Le juge Phumaphi a dit que « l'arrêt simultané de l'approvisionnement en nourriture et de la délivrance des permis de chasse revenait à condamner les résidents de la réserve à mourir de faim ».

A présent, nous sommes ici à Londres pour vous remettre cette lettre et nous espérons que vous admettez que l'attitude de votre gouvernement, qui a consisté à soutenir le nôtre, était une erreur et qu'elle nous fait beaucoup de tort. Le monde

entier parle de notre situation mais le gouvernement britannique a, contre toute évidence, choisi de croire le gouvernement botswanais. En tant que peuple minoritaire dans ce pays, cela nous attriste profondément.

Monsieur le Premier Ministre, nous souhaitons que vous et votre gouvernement preniez connaissance de cela.

La position du gouvernement britannique sur le Botswana est très différente de celle du département d'Etat américain qui reconnaît dans son rapport que nous avons été déplacés de force :

« L'avenir de ces nouvelles installations est menacé par la pénurie d'emplois, la montée de l'alcoolisme, la restriction de la chasse, la rareté des aires de pâturages et enfin le coût très élevé des services publics. Durement confrontés au manque d'activités économiques dans les camps de relocalisation, les Bushmen ont tous le désir ardent de retourner chez eux dans la réserve naturelle du Kalahari. »

Nous espérons également que vous vous souviendrez que notre territoire a été déclaré réserve naturelle par le protectorat britannique afin de protéger notre terre et notre mode de vie.

Nous espérons que vous interviendrez fermement auprès du gouvernement botswanais et que vous lui ferez savoir qu'à l'avenir vous ne lui apportez pas votre soutien pour les violations des droits de l'homme commises à l'encontre des Bushmen. Nous avons également besoin de tout votre appui pour que le gouvernement cesse de nous harceler (ce qu'il continue de faire) et pour qu'il nous laisse chasser sur nos terres (contrairement au jugement du tribunal, notre gouvernement nous l'interdit). Privés de nos terres et ne pouvant chasser nous ne survivrons pas.

Veuillez agréer mes salutations les plus respectueuses.

Roy Sesana